De l'orientation professionnelle à l'orientation scolaire : *l'Association générale des orienteurs de France* et la construction de la profession de conseiller d'orientation (1931-1956)

*From vocational guidance to school counseling: the Association Générale des
Orienteurs de France and the construction of the profession of school guidance
counselor (1931-1956)*

Jérôme Martin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2929>

DOI : 10.4000/histoire-education.2929

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2014

Pagination : 109-128

ISBN : 978-2-84788-651-1

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Jérôme Martin, « De l'orientation professionnelle à l'orientation scolaire : *l'Association générale des orienteurs de France* et la construction de la profession de conseiller d'orientation (1931-1956) », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 142 | 2014, mis en ligne le 31 décembre 2016, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2929> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2929>

De l'orientation professionnelle à l'orientation scolaire : l'Association générale des orienteurs de France et la construction de la profession de conseiller d'orientation (1931-1956)

Jérôme Martin

C'est lors de son assemblée générale du 27 novembre 1954 que l'*Association générale des orienteurs de France* (AGOF) devient l'*Association des conseillers d'orientation de France* (ACOF)¹. Cette décision illustre l'évolution d'une profession qui, née en dehors de l'école dans les années 1920, s'est finalement intégrée au système scolaire². La notion d'orientation professionnelle apparaît dans les années 1900, à la charnière de l'école et des professions, et sous les auspices scientifiques de la psychologie³. Cette nouvelle pratique s'inscrit également dans l'essor des techniques du social qui se développent dans l'entre-deux-guerres⁴.

1 *Bulletin de l'ACOF*, n°96, janvier 1955.

2 Décret du 6 avril 1956 portant règlement d'administration publique relatif au statut des fonctionnaires des services de l'orientation professionnelle (inspecteurs de l'orientation professionnelle et directeurs et conseillers des centres publics), *Journal officiel de la République française* [désormais *JORF*], 7 avril 1956, p. 3386-3389.

3 Jérôme Martin, *Le mouvement d'orientation professionnelle en France. Entre l'école et le marché du travail (1900-1940). Aux origines de la profession de conseiller d'orientation*, thèse de doctorat, université Paris 4-Sorbonne, 2011.

4 Rémi Baudouï, Yves Cohen, « Gouverner le social, 1890-1945 », in Rémi Baudouï, Yves Cohen (dir.), *Les chantiers de la paix sociale (1900-1940)*, Fontenay-Saint-Cloud, ENS Éditions, 1995, p. 7-25.

Mais si les professions du social ont fait l'objet de nombreux travaux⁵, celle des conseillers d'orientation est moins connue⁶. Pourtant, elle constitue un cas original de professionnalisation⁷ en raison de deux spécificités. D'une part, elle se caractérise par un rapport original à l'école. Jusqu'aux années 1940, l'orientation est avant tout professionnelle. Le décret du 26 septembre 1922 la maintient en périphérie de l'école et sous la tutelle de la direction de l'enseignement technique⁸. À partir des années 1950, sous l'effet de la croissance de la scolarisation et de la mise en système de l'école, son champ d'activité se déplace vers l'enseignement secondaire, ouvrant la voie à l'étatisation de l'orientation par le décret du 6 avril 1956. D'autre part, son identité professionnelle est construite sur l'usage de la psychologie appliquée qui lui confère une spécificité et une légitimité⁹. La création de l'Institut national d'orientation professionnelle en 1928 symbolise ce lien étroit entre orientation et psychologie. Dès lors, on peut s'interroger sur les spécificités de cette association et sur son rôle dans la construction de la profession de conseiller d'orientation. L'exploitation de la presse professionnelle et des congrès organisés par la profession permet de poser les jalons d'une histoire de l'Association des conseillers d'orientation¹⁰. Dans un premier temps, de 1931 à 1945, il s'agira de montrer comment le fait associatif s'attache à construire l'unité d'une profession naissante. Dans un second temps, de 1945 à 1956, face à des transformations profondes du système scolaire, l'AGOF est conduite à élaborer une nouvelle définition du métier de conseiller, non plus uniquement centré sur l'orientation professionnelle mais aussi sur l'orientation scolaire.

5 Françoise Blum, «Regards sur les mutations du travail social au XX^e siècle», *Le Mouvement social*, n° 199, février 2002, p. 83-94.

6 André Caroff, *L'organisation de l'orientation professionnelle des jeunes en France. Des origines à nos jours*, Paris, EAP, 1987; Francis Danvers, «La professionnalisation dans les métiers du *counselling* psychologique», *Spirale. Revue de recherche en éducation*, n° 13, 1994, p. 129-147; Antoine Prost, «Des professions à l'école. Jalons pour une histoire de l'orientation en France», *Vie sociale. Cahiers du CEDIAS-Musée social*, n° 5, 1996, p. 11-24.

7 Philippe Savoie, «Aux origines de la professionnalisation? La genèse du corps enseignant secondaire français», *Éducation et sociétés*, n° 23, 2009, p. 13-26.

8 Rapport au Président de la République et décret du 26 septembre 1922, *JORF*, 1^{er} octobre 1922, p. 9829-9830.

9 Jusqu'aux années 1950 qui voient se développer d'autres professions qui utilisent la psychologie appliquée (psychotechniciens, psychologues du travail, psychologues scolaires), les conseillers d'orientation ont été les seuls praticiens de psychologie en France.

10 Les activités associatives sont l'objet de comptes rendus dans le *Bulletin de l'Institut national d'orientation professionnelle* [désormais *BINOP*], 1928-1972, le *Bulletin de l'Association générale des orienteurs de France* [désormais *BAGOF*], à partir de 1931, et le *Bulletin d'orientation professionnelle* [désormais *BOP*], 1943-1945.

I. Entre pratique et expertise, la recherche d'un modèle professionnel (1931-1945)

La création de l'AGOF en 1931 s'inscrit dans un champ en formation. Devant composer avec différents types d'acteurs, notamment l'administration de l'enseignement technique et l'Institut national d'orientation professionnelle, elle s'attache à unifier des conseillers d'orientation dont les profils sont très diversifiés et à consolider l'orientation professionnelle comme un champ d'activité propre à une profession.

1. Des modèles professionnels concurrents

Les origines de l'orientation professionnelle (OP) remontent aux années 1900, lorsque convergent la question de l'insertion et de la formation professionnelle de la jeunesse populaire d'une part, et les travaux de psychophysiologie d'autre part. À l'issue de la Première Guerre mondiale, l'orientation professionnelle connaît un premier essor : l'ampleur des pertes démographiques et des besoins de main-d'œuvre, les aspirations à des réformes sociales, la relance du projet d'école unique par les Compagnons de l'université nouvelle¹¹ et l'intérêt pour des techniques fondées sur les sciences font de la guerre un catalyseur. Les années 1920 constituent un véritable âge d'or pour le mouvement d'orientation professionnelle en raison de la multiplication des initiatives : des offices de placement, des patronages, des chambres de commerce, des municipalités, des départements et des associations professionnelles créent des offices d'orientation professionnelle. Le décret du 26 septembre 1922 organise ce nouveau champ : placés sous la tutelle de la direction de l'enseignement technique, les offices sont laissés à l'initiative des collectivités locales, des groupements professionnels ou des associations. Les premiers conseillers d'orientation, parfois appelés aussi conseillers de « vocation » au début des années 1920, souvent bénévoles et issus de l'enseignement primaire ou des services de placement, improvisent cette fonction jusqu'à la création, en 1928, de l'Institut national d'orientation professionnelle (INOP)¹². Celui-ci est chargé de la formation des conseillers et

11 Bruno Garnier, *Les combattants de l'école unique. Introduction à l'édition critique de L'Université nouvelle par les Compagnons, des origines à la dispersion du groupe (1917-1933)*, Lyon, INRP, 2008.

12 La création par un arrêté du 27 janvier 1921 de l'Institut de psychologie de la Sorbonne dirigé par Henri Piéron n'a pas eu le succès attendu. Cf. Thomas Le Bianic, « *Les ingénieurs des âmes* », *Savoirs*

délivre, à partir de 1932, un diplôme d'institut¹³. L'enseignement de l'INOP accorde une place centrale à la psychologie appliquée née dans le sillage des « sciences du travail » qui, au tournant du siècle, s'étaient attachées à mettre la physiologie et la psychologie au service de l'analyse du travail dans une perspective de progrès social¹⁴. La psychologie appliquée – ou psychotechnique – se propose de comprendre le fonctionnement des facultés mobilisées par les individus au travail et d'expliquer les différences d'efficacité mesurées par des tests d'aptitudes¹⁵. Parallèlement aux travaux pionniers d'Alfred Binet (1857-1911) en matière d'orientation professionnelle, un groupe de scientifiques se constitue autour d'Édouard Toulouse (1865-1947)¹⁶ : Henri Piéron (1881-1964)¹⁷, Jean-Maurice Lahy (1872-1943)¹⁸ et Henri Laugier (1888-1973)¹⁹ développent une conception scientifique de l'orientation professionnelle qui repose sur la détermination des aptitudes mesurées à l'aide de tests psychotechniques²⁰. Cette conception est relayée dans les enseignements technique et primaire par des enseignants comme Julien Fontègne²¹ et des hauts fonctionnaires comme Edmond Labbé et Hippolyte Luc, les deux directeurs successifs de l'enseignement technique entre 1920 et 1944. L'INOP en assure la diffusion en formant 1 661 personnes entre 1928 et 1938²².

En 1929, à la demande de Piéron, une Association des anciens élèves de l'INOP (AEINOP) est créée, qui se définit comme « exclusivement amicale, pro-

académiques, professionnalisation et pratiques des psychologues du travail de l'entre-deux-guerres à nos jours, thèse de doctorat, université Aix-Marseille 3, 2005, p. 153-157.

13 Fatima Alves Da Justa, *Histoire de la création de l'INETOP et les débuts de son fonctionnement. Sur la base du fonds d'archives*, mémoire de maîtrise, université René-Descartes Paris 5, 2002.

14 François Vatin, « Les "sciences du travail" : une tentative de résolution positiviste de la question sociale (1890-1914) », *Bulletin de psychologie*, n°496, 2008/4, p. 331-340.

15 Michel Huteau, « L'École française de psychotechnique, 1900-1940 », in Yves Clot (dir.), *Les histoires de la psychologie du travail. Approche pluridisciplinaire*, Toulouse, Octares Éditions, 1999 (2^e éd.).

16 Michel Huteau, *Psychologie, psychiatrie et société sous la Troisième République. La biocratie d'Édouard Toulouse (1865-1947)*, Paris, L'Harmattan, 2002.

17 Yves Galifret, « Piéron, instaurateur de la psychologie en France », *L'Année psychologique*, vol. 89, n°2, 1989, p. 199-212.

18 Marcel Turbiaux, « J.-M. Lahy (1872-1943) et l'orientation professionnelle », *Bulletin de psychologie*, n°482, 2006/2, p. 217-235.

19 Chantal Morelle, Pierre Jakob, Henri Laugier, *Un esprit sans frontières*, Paris, Bruylant-LGDJ, 1997.

20 Julien Fontègne, *L'orientation professionnelle et la détermination des aptitudes*, Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 1921.

21 André Caroff, Julien Fontègne, *Un pionnier de l'orientation professionnelle*, INETOP, s.d., dactylographié, 125 p.

22 Ce chiffre comprend les élèves réguliers, les auditeurs libres et des praticiens de l'orientation qui suivent un stage.

fessionnelle et scientifique»²³. Comme la plupart des associations amicales d'anciens élèves des écoles d'ingénieur ou des écoles nationales professionnelles²⁴, elle s'attache à développer une identité collective, à valoriser le diplôme et à «défendre les intérêts professionnels»²⁵ des anciens élèves. Elle ne réussit que partiellement à représenter le groupe des anciens élèves : en 1935, sur 96 d'entre eux, seulement 44 en sont membres²⁶. Sa base militante reste étroite : entre 1930 et 1939, 6 personnes seulement y occupent des fonctions administratives et ses assemblées générales réunissent seulement une vingtaine de membres. L'AEINOP se préoccupe de la promotion de la profession de conseiller d'orientation, de la défense du titre délivré par l'INOP et de l'accès à l'emploi des anciens diplômés²⁷. Elle défend une conception scientifique de l'orientation professionnelle et le monopole de la fonction de conseiller pour les titulaires du diplôme²⁸. Elle intervient aussi auprès des pouvoirs publics afin de promouvoir les diplômés de l'INOP. En 1931, le bureau de l'association obtient une audience de Charles Pomaret, sous-secrétaire d'État à l'Enseignement technique, afin d'attirer son attention sur «l'absence de débouchés offerts aux élèves diplômés de l'Institut»²⁹. La même année, une démarche similaire est entreprise auprès du rapporteur du budget de l'enseignement technique³⁰. En effet, le modèle scientifique préconisé par les anciens élèves de l'INOP se heurte à deux obstacles majeurs. D'une part, le vivier de recrutement de l'association est contraint par le nombre de diplômés de l'INOP : entre 1929 et 1939, 176 élèves seulement obtiennent le diplôme. D'autre part, les débouchés professionnels des diplômés sont encore très limités. Une enquête menée en 1939 recense 143 anciens élèves en activité dont 27 % occupent une fonction d'«orienteur», presque à égalité avec l'enseignement (29 %), les autres se répartissant entre les professions industrielles (23 %) et les services sociaux (16 %) ³¹. Jusqu'à la fin

23 BINOP, 1^{re} année, n°8, octobre 1929, p. 222-228.

24 Georges Ribeill, «Les associations d'anciens élèves d'écoles d'ingénieurs des origines à 1914. Approche comparative», *Revue française de sociologie*, vol. 27, n°2, 1986, p. 318; Vincent Troger, «L'identité perdue des enseignements techniques et professionnels», in Gilles Moreau (dir.), *Les patrons, l'État et la formation des jeunes*, Paris, La Dispute, 2002, p. 51-64.

25 BINOP, n°8, octobre 1929, p. 222.

26 BINOP, n°3-4, mars-avril 1935, p. 65.

27 Georges Ribeill, «Les associations d'anciens élèves...», art. cit., p. 318.

28 BINOP, n°1-2, janvier-février 1936, p. 37.

29 BINOP, n°4, avril 1931, p. 120.

30 BINOP, n°10, décembre 1931, p. 274.

31 BINOP, n°9-10, septembre-octobre 1939, p. 260-261.

des années 1930, les usages de la psychologie appliquée, notamment dans les entreprises, restent marginaux³². Il faut attendre le décret-loi du 24 mai 1938 pour que les diplômés de l'INOP bénéficient de véritables débouchés³³.

La naissance de l'Association générale des orienteurs de France (AGOF) est postérieure à celle de l'AEINOP puisqu'elle n'intervient qu'en avril 1931³⁴. Félicien Court, chef de l'office régional de la main-d'œuvre de Toulouse, initiateur du premier congrès d'orientation professionnelle organisé dans cette ville en 1924, en serait à l'origine³⁵. L'AGOF bénéficie du patronage des principales personnalités des ministères du Travail et de l'Instruction publique : Edmond Labbé, directeur de l'enseignement technique et Charles Picquenard, directeur du travail, sont présidents d'honneur ; Hippolyte Luc, directeur adjoint de l'enseignement technique, Philibert-Louis Larcher, inspecteur général des services d'orientation professionnelle, Julien Fontègne, inspecteur général de l'enseignement technique et François Fagnot, chef de l'Office central de la main-d'œuvre au ministère du Travail, sont membres d'honneur³⁶. Ainsi la profession des conseillers est-elle portée sur les fonts baptismaux par deux administrations ministérielles.

À la différence de l'AEINOP, l'AGOF rassemble les praticiens de l'orientation professionnelle qui, pendant tout l'entre-deux-guerres, forment un groupe hétérogène : certains sont des agents des offices publics de placement³⁷, d'autres appartiennent à l'enseignement primaire (directeurs d'école, instituteurs, maîtres de cours complémentaire ou professeurs d'école primaire supérieure), mais on trouve aussi des médecins ou des agents de préfecture. Les services de placement occupent une place particulière dans le réseau des offices d'orientation

32 Voir par exemple les analyses d'Aimée Moutet pour la grande industrie, *Les logiques de l'entreprise : la rationalisation dans l'industrie française de l'entre-deux guerres*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1997, p. 332-335, ainsi que Odile Henry, *Les guérisseurs de l'économie. Sociogenèse du métier de consultant (1900-1944)*, Paris, CNRS Éd., 2012.

33 Le diplôme de l'INOP devient obligatoire pour les conseillers des centres obligatoires et facultatifs d'orientation professionnelle. Ils seront contractuels des collectivités gestionnaires, département ou municipalité.

34 La déclaration officielle est publiée au *Journal officiel* du 28 avril 1931, BAGOF, n° 1, avril-juin 1931, p. 3.

35 *Congrès International d'orientation professionnelle appliquée au choix des carrières et des métiers*, Saint Sébastien, 26, 27 et 28 septembre 1933, Cabinet d'OP de Toulouse, 1933, p. 39.

36 BAGOF, n° 1, avril-juin 1931, p. 1.

37 Les offices publics de placement, municipaux et départementaux, se sont développés pendant la Première Guerre mondiale pour faire face aux besoins de main-d'œuvre. La loi du 2 février 1925 leur donne un cadre réglementaire. Cf. *Bulletin du ministère du Travail*, n° 1-2-3, janvier-février-mars 1925. Actes officiels, p. 8*-9* ; *JORF*, 6 février 1925, p. 434 et *JORF*, 27 février 1925, p. 2070.

professionnelle : en 1921, 14 offices d'orientation professionnelle dépendent d'offices de placement, 59 en 1928 et 53 en 1937³⁸. Les bureaux successifs de l'association reflètent l'importance des services de main-d'œuvre et de placement dans les offices d'orientation professionnelle. Ce sont souvent des inspecteurs du travail ou des agents contractuels des municipalités ou des départements. Le premier président de l'AGOF est Félicien Court ; trois autres chefs de services régionaux de la main-d'œuvre sont également membres du bureau. Seul le vice-président, Paul Menessier, directeur des comités d'orientation professionnelle de la banlieue ouest de Paris, est instituteur de cours complémentaire.

	1931	1934	1938
Président	Félicien Court, chef de l'office régional de la main-d'œuvre de Toulouse	Marcel Henry, dir. de l'office départemental de placement du Mans	Émile Marin, dir. de l'office départemental de placement de Tarbes
Vice-président	Paul Ménessier, dir. des comités d'OP Banlieue Ouest (Courbevoie)	Paul Ménessier, dir. des comités d'OP Banlieue Ouest	Paul Ménessier, dir. des comités d'OP Banlieue Ouest
Secrétaire	Émile Marin, dir. de l'office départemental de placement (Tarbes)	Gaston Poullaouëc, chef de l'office régional MO de Nantes	Gaston Poullaouëc, chef de l'office régional MO de Nantes
Trésorier	Alexandre Sève, dir. de l'office d'OP de Saint-Étienne	Alexandre Sève, dir. de l'office d'OP de Saint-Étienne	Alexandre Sève, dir. de l'office d'OP de Saint-Étienne

Composition du Bureau de l'AGOF

Sources : BAGOF, 1^{re} année, n°1, avril-juin 1931, p. 1 ; 5^e année, n°4, octobre-novembre-décembre 1935, p. 1-2 ; 8^e année, n°2, avril-mai-juin 1938, p. 7-10.

Sur les 45 membres que compte l'AGOF en 1931, les personnels des services de la main-d'œuvre du ministère du Travail et des offices publics de placement représentent près de la moitié des adhérents. Ses effectifs sont à la mesure de l'étroitesse de sa base professionnelle : composée de 23 membres en 1931, elle atteint les 103 membres en 1939³⁹.

L'hétérogénéité socioprofessionnelle des premiers conseillers d'orientation explique l'oscillation de l'AGOF entre deux conceptions de la profession, l'une

38 *Rapport de M. Touzaa sur le rôle des Offices départementaux de placement dans l'orientation professionnelle de la jeunesse*. Annexe au *Rapport sur l'organisation de l'orientation professionnelle dans le département de la Seine présenté par MM. H. Sellier, E. Deslandres, A. Luquet et G. Lemarchand*, 1922, p. 38-60 ; *Bulletin officiel du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale*, n°7-8-9, juillet-août-septembre 1938, p. 269-273.

39 BAGOF, 1931-1939.

centrée sur la pratique de l'orientation, l'autre sur la psychotechnique. La première conception de la profession tend à diluer la fonction de conseiller dans celle des agents des services de placement qui, depuis les années 1920, investissent le champ de l'orientation professionnelle. Leur principal représentant, Jean Perret, inspecteur divisionnaire du travail, fondateur et directeur de l'office de Lyon – l'un des plus importants – préconise une conception « impressionniste » de l'orientation, c'est-à-dire ne recourant pas à la psychologie appliquée. Celle-ci est perçue comme un instrument destiné à conforter un corps autonome de spécialistes qui marginaliserait les services de placement. Au congrès de Barcelone en 1921 comme à celui de Toulouse en 1924, les partisans de cette conception « impressionniste » s'opposent avec succès à la généralisation des tests psychotechniques⁴⁰. Pour les agents des services de placement, l'orientation professionnelle s'inscrit dans les « organes régulateurs du marché du travail »⁴¹ destinés à diriger les flux de main-d'œuvre en fonction des besoins économiques⁴².

La seconde conception de la profession, représentée par l'Association des anciens élèves de l'INOP, est celle d'une « orientation professionnelle rationnelle et scientifique »⁴³. La professionnalité revendiquée repose sur une formation très large incluant la psychotechnique, la physiologie, l'économie politique, la psychiatrie et la pédologie, mais aussi des stages pratiques⁴⁴. Fort de sa compétence technique, le conseiller d'orientation est alors un « expert psychologue »⁴⁵. Soucieux de conforter l'unité de la profession, Félicien Court, le président de l'AGOF, refuse de choisir « entre les systèmes ». Prenant ses distances avec l'usage de la psychotechnique, il considère que l'identité professionnelle des conseillers ne peut uniquement reposer sur la psychologie⁴⁶. L'opposition entre ces deux conceptions de l'usage de la psychologie et de la place des spécialistes de l'orien-

40 Il faut attendre le deuxième congrès international d'orientation professionnelle de Saint-Sébastien, en 1933, pour que l'usage des tests soit recommandé.

41 *Rapport de M. Touzaa...*, op. cit., p. 27.

42 Émile Gauthier, « L'orientation professionnelle », *Revue internationale du travail*, n° 5, 1921, p. 760.

43 I. Biscay, J. Monnin, R. Bonnardel, « La consultation d'orientation professionnelle de l'Institut national », *BINOP*, n° 1, 1936, p. 1.

44 Jérôme Martin, « L'orientation professionnelle entre science, technique et pratique sociale. Un éclairage historique à partir de l'exemple français, 1900-1940 », *Actes du congrès de l'Actualité de la recherche en éducation et formation (AREF – AECSE)*, LIRDEF, universités de Montpellier 2 et 3, août 2013.

45 Guy de Beaumont, *Guide pratique de l'orientation professionnelle*, Paris, Dunod, 1938, p. 25.

46 Philibert-Louis Larcher, « Remarques sur l'OP », *BAGOF*, n° 2, avril-juin 1932, p. 1.

tation professionnelle entraîne en 1938 le rejet par l'AGOF de la proposition d'organisation d'une fédération des deux groupements lancée par l'AEINOP⁴⁷.

2. Une professionnalisation fragile

L'AGOF s'attache d'abord à constituer la pratique de l'orientation en véritable profession. D'une part, elle joue le rôle d'une organisation corporative. Cette dimension apparaît notamment dans la construction précoce d'une mémoire professionnelle commune à l'ensemble des orienteurs, sensible au travers des interventions publiées dans son bulletin. En 1932, Larcher, inspecteur général des services d'orientation professionnelle⁴⁸, y évoque les « temps héroïques [...] où nos voix se perdaient dans le désert, où nous nous heurtions à une indifférence qui n'avait d'égale que notre obstination et notre certitude de “visionnaire” [...] d'aboutir tôt ou tard »⁴⁹. De son côté, Julien Fontègne y célèbre la « vaillante équipe de pionniers »⁵⁰. Cette volonté d'enracinement identitaire dans une tradition héroïque peuplée de grandes figures scientifiques, comme Édouard Toulouse et plus tard Henri Piéron, est une constante et répond à une double priorité, celle d'unifier la profession et de la légitimer.

D'autre part, l'AGOF s'attache à homogénéiser les pratiques d'orientation dans une démarche de socialisation des praticiens dont l'origine professionnelle est diverse. Dès sa création, elle lance une enquête destinée à définir la « doctrine générale de l'Association en matière d'orientation professionnelle »⁵¹. Des réunions régulières organisées à l'occasion des congrès ou des semaines de formation de l'INOP permettent aux praticiens de l'orientation professionnelle des échanges de vues. En 1933, par exemple, une réunion aborde des problèmes tels que la prolongation de la scolarité obligatoire, celui des examens de passage dans les lycées et la taxe d'apprentissage⁵². Les deux congrès organisés par l'AGOF, en 1935 et 1939, mettent en scène sa capacité d'organisation, ses liens avec les milieux de l'enseignement technique et l'existence d'un réseau national d'offices et de conseillers. Le congrès permet d'affirmer l'existence d'« une

47 « Réunion du 5 mai 1938 – Procès-verbal », *BAGOF*, n°2, avril-mai-juin 1938, p. 7-10.

48 Larcher est nommé par décret du 21 juillet 1928 (*JORF*, 24 juillet 1928) en remplacement de Fontègne détaché comme adjoint au directeur de l'enseignement primaire de la Seine à partir du 1^{er} mars 1928 (décret du 15 mars 1928, *JORF*, 18 mars 1928).

49 Philibert-Louis Larcher, « Remarques sur l'OP », *BAGOF*, n°2, avril-juin 1932, p. 1-3.

50 Julien Fontègne, « Après la Quinzaine d'OP », *BAGOF*, n°4, octobre-décembre 1933, p. 1.

51 *BAGOF*, n°2, octobre-décembre 1931, p. 2.

52 *BAGOF*, n°4, octobre-décembre 1933, p. 12.

orientation professionnelle nationale» et se veut «presque l'acte de naissance d'une profession»⁵³.

Comme l'AEINOP, l'AGOF cherche à promouvoir l'orientation professionnelle comme service public, souhaitant l'adoption par les pouvoirs publics d'«une organisation généralisée, complète, entièrement sous l'autorité et le contrôle de l'État»⁵⁴. Cependant, l'AGOF peine à s'imposer comme partenaire des pouvoirs publics⁵⁵. Sa position est caractérisée par une relation ambiguë avec l'État en raison de son positionnement institutionnel : s'appuyant sur le décret du 26 septembre 1922, la direction de l'enseignement technique considère l'AGOF comme un relais destiné à conforter «l'apprentissage méthodique et complet»⁵⁶ et le recrutement des écoles professionnelles. Elle renforce son contrôle de l'orientation professionnelle de deux manières. D'une part, Fontègne est en 1923 chargé de l'inspection des services d'orientation⁵⁷. Cette fonction est institutionnalisée en 1927 par la nomination de Fontègne au poste d'inspecteur général des services d'orientation⁵⁸. D'autre part, la direction de l'enseignement technique assure le financement des offices d'orientation professionnelle en les incluant parmi les organismes bénéficiaires de la taxe d'apprentissage⁵⁹. L'AGOF éprouve les contraintes de ce soutien dès lors que ses positions divergent de celles de l'État⁶⁰. Les réformes menées en 1937-1938 par Jean Zay sont significatives de cette situation. Ainsi, malgré leurs demandes, les conseillers d'orientation sont exclus de l'expérience des classes d'orientation⁶¹, le ministère considérant l'orientation scolaire comme distincte de

53 Philibert-Louis Larcher, «Le Congrès National des Orienteurs de France», *BAGOF*, n° 1, janvier-février-mars 1935, p. 1.

54 L. Marin, «Un grand problème», *BAGOF*, n° 1, janvier-février-mars 1936, p. 2.

55 Samuel Boussion, «Une association en terrain syndical : ANEJI et syndicats dans l'organisation de la profession d'éducateur spécialisé (années 1940-1960)», in Danielle Tartakowsky, Françoise Tétard (dir.), *Syndicats et associations. Concurrence ou complémentarité?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, p. 162-163.

56 Edmond Labbé, *L'apprentissage et la taxe d'apprentissage*, Paris, Eyrolles, 1928, p. 20.

57 Arrêté du 5 mars 1923, *JORF*, 14 mars 1923.

58 Décret du 19 octobre 1927, *JORF*, 23 octobre 1927.

59 La circulaire du ministre de l'Instruction publique aux préfets du 13 septembre 1926 cite les offices d'orientation professionnelle comme bénéficiaires de la taxe d'apprentissage. Cf. Edmond Labbé, *L'apprentissage et la taxe d'apprentissage*, op. cit., p. 118-120.

60 Philippe Savoie, «Aux origines de la professionnalisation?...», art. cit.

61 Jean-Yves Seguy, «Les classes d'orientation sous le Front populaire : une rencontre entre la culture de l'institution scolaire d'état et la culture du courant de l'éducation nouvelle (1937-1939)», in Laurent Gutierrez, Laurent Besse, Antoine Prost (dir.), *Réformer l'école. L'apport de l'éducation nouvelle (1930-1970)*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2012, p. 183-194.

l'orientation professionnelle⁶². Les débats autour de l'orientation scolaire offrent toutefois la possibilité aux conseillers de s'affirmer comme des spécialistes de cette question, ne manquant pas de souligner leur compétence et leur expérience dans ce domaine. Le congrès national d'orientation professionnelle organisé par l'AGOF en 1939 est l'occasion pour les conseillers de prendre leurs distances avec la politique de Jean Zay et de définir leur conception de l'orientation. Pour la première fois, une communication d'un conseiller est consacrée à l'orientation scolaire⁶³. Cependant, à l'issue du congrès, aucun vœu n'est adopté sur le sujet. En revanche, le décret-loi du 24 mai 1938, qui rend obligatoire un certificat d'orientation professionnelle pour les apprentis, est salué par l'AGOF comme une des « bases de la charte de l'orientation professionnelle »⁶⁴.

À la fin des années 1930, le milieu de l'orientation constitue un écosystème dans lequel s'intègre l'AGOF⁶⁵ et qui repose sur une matrice identitaire forgée par la référence à la psychologie et l'articulation à l'enseignement technique : le conseiller est avant tout le spécialiste de la formation et de l'insertion professionnelle de la jeunesse populaire. L'importance des liens interpersonnels et des liens presque organiques avec la direction de l'enseignement technique renforcent cette matrice⁶⁶.

3. L'héritage de Vichy : une consolidation ambiguë

Le régime de Vichy met à l'épreuve la matrice identitaire construite dans la période précédente. Qualifiée d'« années maudites »⁶⁷ par Henri Piéron, la période de l'Occupation est une traversée du désert pour l'INOP et les scientifiques qui lui sont associés. L'INOP est l'objet d'attaques violentes de la part de la presse collaborationniste qui le dénonce comme un foyer de francs-maçons⁶⁸.

62 Sur ces conceptions opposées de l'orientation voir Jérôme Martin, *Le mouvement d'orientation professionnelle en France*, op. cit., p. 480-497.

63 « Communication de Morgaut sur l'orientation scolaire », *Congrès AGOF*, 1939, p. 55-59.

64 *BAGOF*, n° 3, juillet-août-septembre 1938, p. 3.

65 Notion employée par Frank Georgi, René Mouriaux, « Écosystèmes syndicaux et complémentarité », in Danielle Tartakowsky, Françoise Tétard (dir.), *Syndicats et associations...*, op. cit., p. 223-231.

66 Yves Verneuil, « Oligarchie ou lutte d'influence ? Participations croisées dans les organisations professionnelles de l'enseignement secondaire (première moitié du XX^e siècle) », in Bruno Poucet (dir.), *Visages du mouvement enseignant au XX^e siècle. Syndicats et associations*, Lille, Revue du Nord, 2005, p. 13.

67 Henri Piéron, « Souvenirs des années maudites », *BINOP*, n° 1-2, 1945, p. 1-9.

68 Annick Ohayon, *L'impossible rencontre. Psychologie et psychanalyse en France (1919-1969)*, Paris, La Découverte, 1999, p. 236.

La politique de Vichy tend à annexer aux services de placement les services d'orientation professionnelle afin de satisfaire les impératifs de lutte contre le chômage et des prélèvements de main-d'œuvre par l'Allemagne⁶⁹. Cependant, au sein de l'administration de Vichy, deux tendances s'affrontent : l'une promeut l'intégration de l'orientation professionnelle dans le Secrétariat général à la Jeunesse afin d'organiser un service prenant en charge la formation, l'orientation et le placement de l'ensemble de la jeunesse; la seconde, portée par Hippolyte Luc, défend le maintien des services d'orientation professionnelle dans le giron de la direction de l'enseignement technique⁷⁰.

La profession se renforce en raison de la création en 1941 de deux centres de formation accélérée de conseillers d'orientation, à Belle-Ombre, près de Clermont-Ferrand, et à Caen : au total, ce sont 250 conseillers qui sont formés en quatre ans. Toutefois, cette croissance remet en cause la professionnalité des conseillers reposant sur des compétences scientifiques et techniques et divise une profession qui avait déjà bien du mal à s'unifier autour du modèle promu par l'INOP. Si le centre ouvert par Fontègne à Caen s'inscrit dans la continuité de l'INOP, témoignant cependant d'un « accommodement »⁷¹ avec le régime de Vichy, celui de Belle-Ombre se distingue par l'utilisation de la méthode psycho-technique d'Alfred Carrard⁷². Cette méthode consiste dans un apprentissage et une évaluation des aptitudes par des activités professionnelles pratiques⁷³. Utilisée dans les années 1930 pour le reclassement des chômeurs, elle s'impose largement durant l'Occupation dans la formation professionnelle⁷⁴. Piéron émettra de très fortes critiques à son encontre⁷⁵. Le modèle du conseiller dont la professionnalité s'appuie sur la psychologie semble alors menacé : en 1943, sur

69 Jacques Desmarets, *La politique de la main-d'œuvre en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1946, p. 138-150; Vincent Viet, « Vichy dans l'histoire des politiques françaises de la main-d'œuvre », *Travail et emploi*, n°98, avril 2004, p. 77-93.

70 André Caroff, « Le Secrétariat général de la Jeunesse et l'orientation professionnelle sous le régime de Vichy », *L'orientation scolaire et professionnelle*, n°1, mars 1990, p. 42.

71 Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, Paris, Seuil, 1993, p. 183-184.

72 Sur la méthode dite « zurichoise » de Carrard, cf. M. Roche, « La méthode Carrard et la formation professionnelle des adolescents », *Enfance*, n°3, 1948, p. 245-247.

73 Fabien Beltrame, « Du "psychodiagnostic" de Carrard au "tenir conseil" de Lhotellier », *L'orientation scolaire et professionnelle*, n°38/1, 2009, p. 45-67. En ligne : <<http://osp.revues.org/1841>>.

74 Bernard Bonnet, *La formation professionnelle des adultes. Une institution et ses formateurs*, Paris, L'Harmattan, 1999; Thomas Le Bianic, « Des tests pour les chômeurs : la psychotechnique au ministère du Travail, des années 1930 aux années 1950 », *Bulletin de psychologie*, n°496, 2008/4, p. 357-366.

75 Henri Piéron, « Souvenirs des années maudites », art. cit., p. 8.

260 conseillers en activité recensés, seulement 50 % sont diplômés de l'INOP contre 16 % qui sont diplômés du centre de Clermont-Ferrand, 6 % de celui de Caen et 26 % sans aucun des trois diplômes⁷⁶. La multiplication des centres de formation participe d'une intervention croissante de l'État dans le domaine de l'orientation. L'autonomie institutionnelle de l'INOP disparaît lorsqu'en 1941, avec son rattachement au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), il devient l'Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (INETOP)⁷⁷ : l'État renforce ainsi son contrôle sur la formation des conseillers. Comme pour d'autres professions, par exemple celles du secteur social, la période de Vichy a des effets contradictoires⁷⁸.

Face à cette situation, certains conseillers mettent en œuvre une double réponse, en grande partie sous l'impulsion de Pierre Naville, diplômé de l'INETOP en 1943 et conseiller d'orientation dans le Lot-et-Garonne⁷⁹. D'une part, en 1943, trois associations, l'AGOF, avec 126 conseillers, l'Association des conseillers d'orientation professionnelle (zone sud), avec 99 conseillers, et l'AEINOP, s'unissent pour donner naissance au Groupement professionnel des conseillers d'orientation, organisation pré-syndicale destinée à « la sauvegarde du niveau professionnel » et à la défense de la profession⁸⁰. D'autre part, le bulletin publié par le Groupement se veut une publication nettement plus scientifique que l'ancien bulletin de l'AGOF, occupant l'espace éditorial du *Bulletin de l'INOP* qui a alors cessé de paraître. Il accorde une large place à des articles originaux de psychologie, de psychotechnique ou encore d'économie politique⁸¹.

La période de Vichy est ainsi caractérisée par deux mouvements contradictoires. L'augmentation des effectifs de conseillers et la priorité accordée à la politique de la main-d'œuvre ont fortement ébranlé la matrice identitaire de l'entre-deux-guerres. Le projet du Secrétariat général à la Jeunesse d'une prise en charge globale de la jeunesse, incluant la formation professionnelle, l'orientation et le placement des jeunes, reste finalement sans lendemain.

76 BOP, décembre 1943, p. 46.

77 Arrêté du 14 février 1941 validé par le décret du 13 avril 1945.

78 Isabelle von Bueltingsloewen, « La guerre, l'Occupation et le régime de Vichy : de nouvelles perspectives pour le travail social », *Vie sociale*, n°3, mars 2008, p. 19-28.

79 Jérôme Martin, « Pierre Naville, miroir des impasses du mouvement d'orientation professionnelle (1941-1945) », *Histoire et sociétés. Revue européenne d'histoire sociale*, n°24, décembre 2007, p. 40-49.

80 BOP, n°1, octobre 1943, p. 19.

81 Odile Henry, « Pierre Naville et l'orientation professionnelle », in Françoise Blum (dir.), *Les vies de Pierre Naville*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2007, p. 242.

Cependant, Vichy a posé les bases d'une étatisation des services d'orientation. Le décret du 27 janvier 1944, instituant un diplôme d'État de conseiller d'orientation professionnelle, conforte finalement le modèle du spécialiste de la psychologie. Cette évolution est confortée par le regroupement des associations en une organisation unitaire, qui précède de quelques années la disparition de l'AEINOP, faisant ainsi de l'AGOF la principale représentante des professionnels de l'orientation professionnelle.

II. De l'orientation professionnelle à l'orientation scolaire (1945-1956)

Après la guerre, les transformations du système scolaire et du champ de la psychologie appliquée, mais aussi la syndicalisation du milieu des conseillers, conduisent l'AGOF à redéfinir son positionnement et son identité⁸².

1. Les années 1950 : un écosystème en mutation

Alors que pendant l'entre-deux-guerres, les conseillers prenaient surtout en charge les élèves quittant l'école à la fin des études primaires pour les diriger vers l'apprentissage, la scolarisation croissante des élèves entre 13 et 16 ans modifie les conditions de leur activité. Les années 1950 sont marquées par la création de deux nouvelles filières d'enseignement, distinctes de l'enseignement secondaire et offrant une poursuite d'études aux élèves issus de l'enseignement primaire. D'une part, la transformation, en 1944, des centres de formation professionnelle de l'ex-sécrétariat à la Jeunesse en centres d'apprentissage⁸³, met en place une filière professionnelle⁸⁴. D'autre part, les cours complémentaires, qui scolarisent pendant quatre ans au-delà de l'école primaire élémentaire, se développent⁸⁵. L'augmentation de la fréquence des scolarisations prolongées infléchit la finalité de l'orientation : il ne s'agit plus seulement de faciliter le

82 Philippe Bongrand, «La mise en système et l'économicisation de l'enseignement en France au début des années 1950 : la fonctionnalisation d'une institution», *Politix*, n°98, 2012, p.35-56.

83 Arrêté du 18 septembre 1944 et circulaire du 7 mai 1945 relative à l'organisation des centres d'apprentissage.

84 Aimée Moutet, Emmanuel Quenson, «3 : formation professionnelle et formation technique au cours des Trente Glorieuses», in Jacqueline Costa-Lascoux *et al.* (dir.), *Renault sur Seine*, Paris, La Découverte, 2007, p.55-96.

85 Jean-Michel Chapoulie, «Une révolution dans l'école sous la Quatrième République? La scolarisation obligatoire, le Plan et les finalités de l'école», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°54-4, 2007, p.7-38.

choix d'un métier et l'accès au travail, mais de guider les élèves vers des études, professionnelles ou secondaires.

Parallèlement, l'organisation de l'orientation est renforcée sous l'autorité de l'État. Le réseau des centres obligatoires d'orientation prévu par le décret-loi du 24 mai 1938, partiellement mis en place par le régime de Vichy, est achevé : entre 1945 et 1953, 60 centres obligatoires d'orientation sont ouverts⁸⁶. Le nombre de conseillers augmente également : en 1954, 117 conseillers-directeurs et 304 conseillers sont recensés⁸⁷. Pour faire face aux besoins en conseillers, un second centre de formation, l'Institut de biométrie humaine et d'orientation professionnelle (IBHOP) a été fondé à Marseille en 1943⁸⁸. Par ailleurs, l'État autorise les instituteurs à bénéficier de détachements pendant les deux années d'études en institut⁸⁹. Leur part dans les promotions de conseillers augmente alors fortement, renforçant l'homogénéité socio-professionnelle de la profession⁹⁰. Enfin, la loi de finance du 24 mai 1951 prévoyant la fonctionnarisation des personnels (directeurs et conseillers d'orientation) marque leur intégration à l'Éducation nationale⁹¹.

Cet essor favorise la croissance de l'AGOF : en 1954, l'association compte 349 membres actifs⁹². De plus, avec la dissolution de l'AEINOP en 1946, l'AGOF est désormais l'unique association professionnelle des conseillers, fusionnant le modèle expert et le modèle professionnel⁹³.

86 *L'Enseignement technique*, n°4, octobre-novembre-décembre 1954, p. 94.

87 Bureau international du travail, *L'orientation professionnelle en France*, Genève, 1954, p. 16. À partir du décret du 24 mai 1951, ils prennent le nom de centres publics d'orientation.

88 Décret du 15 avril 1943. Il sera ouvert après la fin de la guerre sur le modèle de l'INETOP comme institut universitaire. D'autres instituts de formation seront ouverts : Bordeaux (1958), Lille (1959), Caen (1964), Besançon (1966), Lyon et Strasbourg (1967).

89 Ces détachements sont autorisés en application de l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 relative aux détachements.

90 De 1946 à 1951, les instituteurs et autres enseignants représentent 71,5 % des élèves masculins et 46 % des élèves féminins de l'INETOP ; de 1952 à 1959, la proportion est respectivement de 57,5 % et 46,5 %. Cf. Jean-Pierre Maniez, Claude Pernin, *Un métier moderne. Conseiller d'orientation*, Paris, L'Harmattan, 1988, p. 98.

91 Le statut des centres publics d'orientation professionnelle sera fixé par un décret du 10 octobre 1955 et celui des personnels par un décret du 6 avril 1956. Cf. André Caroff, « Le Secrétariat général de la Jeunesse... », art. cit., p. 133-142.

92 BAGOF, janvier 1955, n°96.

93 BAGOF, janvier 1946, n°6.

2. La redéfinition de la fonction de conseiller d'orientation

Les années 1950 sont également marquées par une recomposition du champ de la psychologie appliquée. De nouvelles professions apparaissent ou s'organisent, la psychologie appliquée devenant un champ concurrentiel. Les conseillers et l'AGOF sont donc confrontés à la nécessité de redéfinir leur identité à mesure que s'autonomisent et se professionnalisent la psychologie du travail et la psychologie scolaire⁹⁴. En effet, dans le cadre de la modernisation de l'économie, les emplois de psychotechniciens se multiplient, offrant la possibilité à cette profession de s'organiser. En 1947, avec l'aval de Piéron, l'Association professionnelle des psychotechniciens diplômés (APPD) voit le jour et s'affirme d'emblée comme une association savante⁹⁵. Il s'agit là d'une évolution importante car jusque dans les années 1940, seul l'INOP délivrait un enseignement psychotechnique. L'autonomisation des psychotechniciens déporte mécaniquement les conseillers vers le système scolaire. Pour autant, l'AGOF se veut encore, au milieu des années 1950, « le trait d'union de confrères isolés dans leurs départements, de conseillers et psychologues ou psychotechniciens de services publics et privés »⁹⁶.

La syndicalisation du champ de l'orientation modifie également la matrice mise en place avant la guerre et notamment les liens organiques entre la profession et l'administration de tutelle⁹⁷. Le Groupement professionnel des conseillers d'orientation organisé pendant l'Occupation débouche sur une syndicalisation du milieu de l'orientation. À la Libération, le nouveau groupement se transforme en syndicat affilié à la CGT et prend le nom de Syndicat du personnel des services d'orientation scolaire, professionnelle et de psychométrie⁹⁸. En 1946, ce syndicat intègre le Syndicat national de l'enseignement technique de la Fédération de l'Éducation nationale (SNET-FEN) dont il devient une section⁹⁹. Les conseillers

94 Thomas Le Bianic, « Une profession balkanisée : les psychologues face à l'État en France (1945-1985) », *Politix*, n° 102, février 2013, p. 175-207.

95 Thomas Le Bianic, « *Les ingénieurs des âmes...* », *op. cit.*, p. 214 et p. 217.

96 *Bulletin de l'ACOF*, janvier 1956, n° 106.

97 Il n'existe à ce jour aucune étude sur la syndicalisation des conseillers d'orientation.

98 *BOP*, 1945, p. 122-123.

99 Julien Veyret, « L'intégration progressive de la logique fédérale : le Syndicat national de l'Enseignement technique et la FEN », in Françoise Bosman, Jean-François Chanut, Laurent Frajerman, Jacques Girault (dir.), *La Fédération de l'Éducation nationale (1928-1992). Histoire et archives en débat*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, p. 71-81.

d'orientation syndiqués à la Confédération française des travailleurs chrétiens rejoignent, en 1953, le Syndicat général de l'Éducation nationale (SGEN) afin de peser dans les débats en cours sur l'intégration de la profession au sein de l'Éducation nationale. Aux premières élections du 25 janvier 1957 pour la commission administrative paritaire nationale, le SGEN obtient 15,5 % des voix, contre 71 % pour le SNET et 13,5 % pour Force ouvrière¹⁰⁰.

La syndicalisation des conseillers représente un nouveau défi pour l'AGOF. Face à une division potentielle de la profession, l'AGOF prend soin de souligner sa neutralité idéologique, affirmant n'occuper que le terrain professionnel¹⁰¹. Cependant, les organisations syndicales constituent une concurrence dans le domaine de la représentation de la profession. Elles représentent la profession dans les instances paritaires alors mises en place et, par leur affiliation aux confédérations, ont un accès presque direct aux plus hautes autorités de l'État. Ainsi, des représentants syndicaux siègent à la Commission de l'orientation et de la documentation, mise en place par un arrêté du 27 juin 1947¹⁰². En décembre 1956, le secrétaire général du syndicat SGEN-OP est présent dans la délégation menée par Paul Vignaux, secrétaire général du SGEN, et qui est reçue par Louis Cros, directeur de cabinet du ministre de l'Éducation nationale. De même, dans le cadre de la journée d'action du 11 mars 1957 pour les statuts, des représentants du SNET-OP, du SGEN-OP et du SNOP-FO sont reçus au ministère¹⁰³.

Avec l'apparition des premiers psychologues scolaires, les conseillers d'orientation sont concurrencés dans le champ scolaire. Le plan Langevin-Wallon (1947) prévoyait un degré d'enseignement intermédiaire (11-15 ans) baptisé cycle d'orientation ainsi que la création d'un nouveau corps de psychologues scolaires à côté des conseillers d'orientation professionnelle. Inspiré des conceptions psychopédagogiques d'Henri Wallon¹⁰⁴, le projet d'une psychologie scolaire est expérimenté dès 1945 à Grenoble, puis à Paris l'année suivante¹⁰⁵.

100 Madeleine Singer, *Histoire du SGEN, 1937-1970. Le Syndicat général de l'Éducation nationale*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires de Lille, 1987, p. 167.

101 BAGOF, janvier 1946, n°60.

102 André Caroff, *L'organisation de l'orientation professionnelle...*, op. cit., p. 129.

103 Madeleine Singer, *Histoire du SGEN...*, op. cit., p. 167.

104 Henri Wallon, « Pourquoi des psychologues scolaires ? », *Enfance*, n° spécial, 1952, p. 373-376; Nathalie Bélanger, *De la psychologie scolaire à la politique de l'enfance inadaptée*, Paris, Éd. du CTNERHI, 2002.

105 Jean Simon, « Pourquoi des psychologues scolaires ? Retour sur les débuts de la psychologie scolaire »,

Les psychologues scolaires mettent en question la spécificité des conseillers d'orientation. Les enquêtes soulignent «un accroissement des examens psychologiques individuels» effectués par les psychologues scolaires à des fins d'orientation¹⁰⁶. Cette évolution ne manque pas d'aviver les tensions entre psychologues scolaires et conseillers d'orientation, alors qu'une partie de ces derniers élaborent une conception éducative de l'orientation intégrant une démarche pédagogique. En effet, à partir de 1952, Antoine Léon et un groupe de conseillers communistes expérimentent une nouvelle approche de l'orientation, non plus diagnostique mais utilisant des tests psychotechniques¹⁰⁷. En 1957, la publication par Antoine Léon de *Psychopédagogie de l'orientation professionnelle* suscite des réactions critiques de la part des psychologues scolaires qui y voient une «tentative d'hégémonie impérialiste de l'orientation professionnelle dans tout l'enseignement»¹⁰⁸. Cette innovation conceptuelle rompt également la matrice originelle qui faisait de l'INETOP et de son directeur, Henri Piéron, les producteurs de normes légitimes des pratiques d'orientation¹⁰⁹.

L'offre d'orientation demeure duale en fonction de deux publics différents : les centres d'orientation professionnelle destinés aux enfants des classes populaires coexistent avec le réseau des professeurs du Bureau universitaire de statistiques (BUS) destiné aux élèves du secondaire¹¹⁰. En 1952, la proposition du recteur Capelle de mettre en place un «service unique d'orientation et d'information», qui prend acte d'une scolarisation croissante, vise à surmonter la segmentation du champ de l'orientation. La réponse d'Alfred Rosier, directeur du BUS, souligne les réticences à laisser les conseillers d'orientation prendre en charge les élèves du secondaire tandis que Piéron y est plutôt favorable¹¹¹.

in Jean-Marie Besse (dir.), *Des psychologues à l'école?*, Paris, Retz, 2005, p. 17-27. Cette première expérimentation s'étendra jusqu'en 1954, date à laquelle l'administration centrale la suspend.

106 Lucette Merlet, «Évolution des activités des psychologues scolaires parisiens du premier degré de 1947 à 1952», *Enfance*, n° spécial, 1952, p. 430.

107 Pierre Roche, «Le genèse de l'orientation éducative d'Antoine Léon», *Questions d'orientation*, n°3, 2000, p. 57-75; Michel Zerwetz, Serge Blanchard, «L'émergence des conceptions éducatives de l'orientation en France : quelques jalons historiques», *Questions d'orientation*, n°3, 1998, p. 27-70.

108 P. Dague, «A propos d'orientation scolaire», *Enfance*, n°5, 1957, p. 581.

109 Sur les tensions entre Piéron et Léon, voir Pierre Roche, «Le genèse de l'orientation éducative d'Antoine Léon», art. cit.; Françoise Parot, «La vie et l'œuvre d'Henri Piéron», *Questions d'orientation*, n°3, 2000, p. 916.

110 Francis Danvers, «Le Bureau universitaire de statistique d'Alfred Rosier, mémoire et modernité», *L'orientation scolaire et professionnelle*, vol. 19, n° 1, mars 1990, p. 5-23.

111 Jean Capelle, «Pour un service universitaire d'information et d'orientation des adolescents», *L'Éducation nationale*, n° 15, 2 mai 1952, p. 6-7; Alfred Rosier, «Un service qui a fait ses preuves :

Néanmoins, ces oppositions doivent être nuancées. Une partie du personnel du BUS est issue de l'INETOP¹¹². De même, les relations interpersonnelles au sein d'un milieu étroit limitent la portée des divisions syndicales¹¹³.

Les conseillers d'orientation élaborent une expertise relativement autonome. Leur positionnement particulier dans le système scolaire, leur expertise dans une discipline, la psychologie, peu présente à l'école, et les liens étroits avec l'INETOP, favorisent une autonomie dans l'élaboration théorique et pratique de l'orientation. Ils disposent d'une capacité d'initiative et de contrôle de leur formation qui les distingue des milieux enseignants. Les journées d'étude organisées dès 1947 et les congrès annuels de l'AGOF constituent des moments d'élaboration théorique et pratique. Dès les années 1950, ils s'inscrivent dans la perspective d'une orientation généralisée et continue, du primaire au secondaire. Une enquête menée en 1952-1953 souligne le recentrage des centres d'orientation sur le système scolaire : l'école primaire d'abord avec 62 % des consultations, puis l'enseignement technique avec 17,5 % et enfin le secondaire avec 5 %, concentrent l'activité des centres, le placement devenant résiduel avec 3 % des consultations¹¹⁴. Selon la même enquête, 48 % des conseillers d'orientation interviennent dans le second degré¹¹⁵. En 1957-1958, 32 % des consultations des centres d'orientation professionnelle concernent une orientation scolaire¹¹⁶. À la faveur de l'essor des premiers cycles de l'enseignement secondaire et de l'enseignement technique, « la barrière est désormais rompue, qui séparait artificiellement les domaines de l'orientation professionnelle et de l'orientation scolaire »¹¹⁷. En 1955, l'AGOF prend acte des mutations en cours : rebaptisée Association des conseillers d'orientation de France, elle affirme

le BUS», *L'Éducation nationale*, n° 17, 15 mai 1952, p. 5-8; Henri Piéron, « Orientation scolaire et orientation professionnelle », *L'Éducation nationale*, n° 19, 5 juin 1952, p. 6.

112 Voir le témoignage de Pierre Maes, « De l'INETOP et du BUS à l'assistance technique internationale », *Questions d'orientation*, n° 3, 2002, p. 99-125.

113 Témoignage de Jean Long au GREO, 27 avril 1998. Le Groupe de recherches sur l'évolution de l'orientation scolaire et professionnelle (GREO) est une association qui a pour objet d'organiser des recherches, échanges et études sur l'évolution de l'orientation scolaire et professionnelle et de la psychologie scolaire et d'enrichir le patrimoine de ce mouvement.

114 Francis Danvers, *Le conseil en orientation en France*, Paris, EAP Éd., 1988, p. 49.

115 Geneviève Latreille, *Les chemins de l'orientation professionnelle. 30 années de luttes et de recherches*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1984, p. 132.

116 Il s'agit d'élèves de cours moyen seconde année, des élèves de l'enseignement secondaire et des élèves désirant entrer dans le secondaire.

117 *Encyclopédie pratique de l'éducation en France*, Paris, ministère de l'Éducation nationale, Institut pédagogique national, 1960, p. 914 et p. 915.

regrouper les praticiens « des organismes publics ou privés qui ont pour vocation unique l'orientation ou la documentation scolaire et professionnelle »¹¹⁸.

Les années 1950 voient ainsi émerger une forme originale d'association, tout à la fois professionnelle et experte, dotée d'une autonomie suffisamment large pour se donner un mandat anticipant les décisions officielles. Face à « la grande crise qui secoue depuis des années en France l'Éducation nationale », les conseillers s'assignent la tâche de contribuer à la construction d'une « maison scolaire »¹¹⁹, élargissant l'offre d'orientation à l'ensemble du système scolaire et accompagnant la démocratisation scolaire amorcée.

Des années 1930 aux années 1950, au terme d'un double processus de professionnalisation et d'intégration au champ scolaire, le positionnement de l'AGOF a fortement changé. Durant l'entre-deux-guerres, la professionnalisation du champ de l'orientation est au centre des préoccupations de l'association. La figure du conseiller s'articule alors facilement à l'école primaire et à l'enseignement technique. L'AGOF s'appuie sur l'administration de l'enseignement technique pour construire la professionnalité du métier, mais cette stratégie lui laisse peu d'autonomie. Dans les années 1950, l'AGOF est confrontée à un contexte très différent : la croissance de la scolarisation, l'intégration de l'enseignement technique au système scolaire, mais aussi la syndicalisation de la profession, modifient l'écosystème dans lequel elle s'était développée. La fonctionnarisation de 1956 stabilise la profession par une intégration au système scolaire qui, toutefois, est paradoxale. La profession de conseiller d'orientation conserve une position originale qui lui garantit une autonomie par rapport aux corps enseignants, mais sans lui conférer la légitimité suffisante pour lui disputer l'orientation scolaire¹²⁰. Forte de son ancienneté et de ses liens avec l'INETOP, berceau de l'orientation, l'AGOF est parvenue à préserver l'unité de la profession, à adapter sa définition du métier et ainsi à conserver une représentativité.

118 Francis Danvers, *Le conseil en orientation en France...*, op. cit., p. 229.

119 Denise Galloy, René Bacquet, « À propos d'orientation scolaire », *Enfance*, n°3, 1958, p. 277.

120 La réforme Berthoin (décret n°59-57 du 6 janvier 1959) confie l'orientation scolaire aux enseignants, les conseillers jouant le rôle d'auxiliaires techniques (article 19).